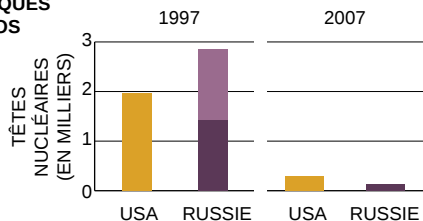
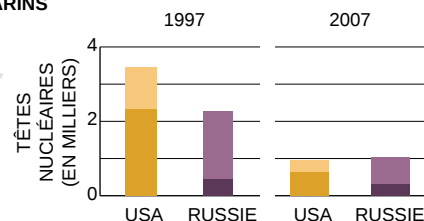
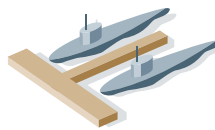


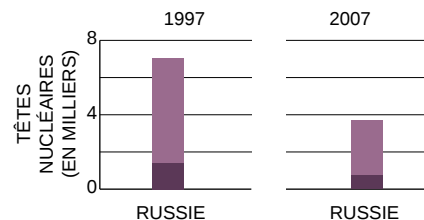
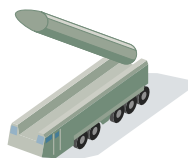
MISSILES BALISTIQUES DANS DES SILOS



MISSILES SUR DES SOUS-MARINS



MISSILES MOBILES



Bryan Christie

2. LES TRAITÉS DE RÉDUCTION DES ARMES STRATÉGIQUES (START) prévoient une réduction du nombre total de missiles stratégiques américains et russes au cours de la prochaine décennie. Cependant, selon ces accords, chaque pays pourrait conserver entre 500 et 1 000 ogives en état d'alerte (la partie sombre des histogrammes indique le nombre d'ogives maintenues en état d'alerte permanente).

soit, enfin, dans des silos. La crainte est aggravée par la présence de sous-marins américains, britanniques et français dans l'Atlantique Nord, à seulement 3 200 kilomètres de Moscou : les Russes auraient moins de 15 minutes pour décider d'un lancement (quelques minutes pour détecter l'attaque, quelques minutes pour la prise de décision au plus haut niveau, et quelques minutes pour répercuter l'ordre). Les dirigeants et les forces stratégiques russes s'entraînent régulièrement pour réagir en moins de 15 minutes. Les forces nucléaires américaines opèrent avec des délais semblables.

La brièveté de la procédure augmente le risque d'une erreur catastrophique. De surcroît, seulement un tiers des radars stratégiques fonctionnent, tandis que deux des neuf satellites d'alerte avancée n'ont pas été remplacés : les Russes distinguent plus difficilement les phénomènes naturels survenant dans l'espace d'une éventuelle attaque par missiles.

Certes, la fin de la guerre froide a amélioré la situation : le relâchement des tensions Est-Ouest compense partiellement le danger émanant du déclin des capacités techniques russes. Dans un climat politique plus serein, les décideurs peuvent douter de messages qui leur signaleraient une attaque nucléaire. Néanmoins, un déclenche-

ment involontaire d'une guerre nucléaire reste possible, et l'éventualité d'un accident apocalyptique ne peut être exclue.

Durant la guerre froide, on acceptait de tels risques, parce qu'on voulait dissuader un ennemi que l'on pensait prêt à déclencher une attaque nucléaire. Aujourd'hui, cet argument n'est plus tenable. Alors que les anciens ennemis signent des accords de coopération économique et militaire, la prolongation de l'état d'alerte nucléaire relève de l'imprudence.

L'accord START (l'acronyme de *Strategic Arms Reduction Treaties* soit «Traité de réduction des armes stratégiques») devrait réduire la menace d'un échange nucléaire accidentel. Toutefois, les changements programmés seront progressifs : selon le projet d'accord START III, signé à Helsinki au printemps 1997 par B. Eltsine et William Clinton, les arsenaux stratégiques de la Russie et des États-Unis devraient diminuer jusqu'à 2 000 ogives nucléaires de chaque côté d'ici l'an 2007. Cependant, si les consignes de ripostes actuelles ne sont pas modifiées, l'état du monde dans dix ans restera précaire, car la moitié de ces armes nucléaires pourrait toujours être tirées en quelques minutes.

Comment réduire la possibilité d'un déclenchement accidentel? En désac-

tivant les missiles, c'est-à-dire en augmentant le temps nécessaire pour les préparer au lancement. Les États-Unis et la Russie ne pourraient-ils s'engager ensemble dans cette voie qui conduirait à un monde plus sûr?

À la fin du mois de septembre 1991, le président George Bush a créé un précédent notable : lorsque l'Union soviétique a commencé de se désunir, à la suite de la tentative de coup d'État du mois d'août, il a ordonné que les nombreux bombardiers stratégiques qui, depuis des décennies, se tenaient prêts à décoller dans les quelques minutes suivant une alerte, soient désarmés. Peu après, les armes nucléaires de ces avions furent déchargées et stockées. De surcroît, G. Bush mit fin à l'état d'alerte des missiles stratégiques destinés à être démantelés dans le cadre des accords START I, soit 450 fusées sol-sol Minuteman II, ainsi que les missiles de dix sous-marins de la classe Poseidon. Cette vaste opération ne prit que quelques jours.

Une semaine plus tard, M. Gorbatchev suivit le mouvement, ordonnant la désactivation de plus de 500 fusées basées à terre et de six sous-marins stratégiques. Il promit également de maintenir ses bombardiers stratégiques à un niveau d'alerte minimum et de stocker les missiles sur rails dans les casernes. Dans les mois qui

Le président américain donne l'ordre de lancer des missiles balistiques vers la Russie

Les missiles MX et Minuteman sont mis à feu

35 minutes 36 minutes 37 minutes 38 minutes 39 minutes 40 minutes 41 minutes

Les instructions de lancement sont transmises aux sous-marins et aux missiles basés dans les silos

suivirent, les deux pays retirèrent et stockèrent également plusieurs milliers d'ogives nucléaires tactiques de faible portée que leurs armées de terre et de mer avaient déployées.

En 1994, W. Clinton et B. Eltsine ont fait un pas de plus lorsqu'ils ont cessé de pointer leurs missiles straté-

giques l'un vers l'autre. Même si le geste est amical, ce changement n'est pas militairement significatif : les responsables des missiles peuvent recharger les coordonnées des cibles dans les ordinateurs de guidage en quelques secondes. En outre, un missile non programmé qui serait tiré s'orienterait automatiquement

vers sa cible principale de temps de guerre, à savoir un silo de missiles Minuteman dans le Montana ou un centre de commandement à Washington, Londres, Paris ou Beijing. Enfin, les missiles russes, comme les missiles américains, ne peuvent recevoir d'ordre d'auto-destruction une fois lancés.

Le cas français

Si les risques qu'entraînent les procédures d'alerte ultrasensibles des forces nucléaires «stratégiques» russes et américaines sont effectivement considérables, les procédures préconisées par B. Blair et ses collègues sont mal adaptées au cas français. À l'instar des autres puissances nucléaires moyennes – Chine et Royaume-Uni – la France est en effet dans une position particulière : trop vulnérable à une attaque-surprise ou à un simple chantage pour se permettre de réduire sensiblement ses procédures d'alerte, elle a de plus une posture de dissuasion spécifique, qui semble porteuse de risques moindres.

Soulignons tout d'abord que, depuis 1990, les gouvernements successifs ont procédé à un désarmement nucléaire notable : réduction du nombre de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins de six à quatre, mise hors service et non-remplacement des 30 Mirages IV-P porteurs de missiles à moyenne portée, retrait des missiles sol-sol à courte portée Hadès, enfin démantèlement des 18 missiles stratégiques S-3D du plateau d'Albion. Outre leur impact purement quantitatif, puisqu'elles réduisent d'environ 15 pour cent l'arsenal français, ces mesures contribuent aussi à la réduction des niveaux d'alerte. La fermeture du plateau d'Albion est particulièrement significative, puisque ces missiles sol-sol étaient les plus puissants et les plus vulnérables à une «première frappe désarmante» – ceux donc pour lesquels des niveaux d'alerte ultra-sensibles étaient jugés les plus nécessaires. De surcroît, la France a déjà partiellement réduit les niveaux d'alerte de ses forces à la fin de la guerre froide en limitant, par exemple, le nombre de sous-marins en mer. Elle a également annoncé sa participation au «déciblage» des têtes nucléaires, désormais non pointées en permanence vers un adversaire désigné.

La situation géographique de la France et la dimension réduite de son arsenal ne permettent sans doute pas d'appliquer les mesures préconisées dans l'article : on imagine mal le gouvernement français envoyant les deux seuls sous-marins nucléaires lanceurs d'engins qu'il tient à la

mer dans l'Atlantique Sud. Ne pouvant s'appuyer sur la «redondance» de ses systèmes d'armes, contrairement aux États-Unis ou à la Russie, la France serait alors très vulnérable à une première frappe désarmante, même non nucléaire, qui détruirait les centres de commandement et les deux autres sous-marins encore à quai. Compte tenu des distances géographiques entre, par exemple, Paris et Moscou, les délais sont en effet très courts ; la plupart des mesures visant à réduire les niveaux d'alerte altérerait donc gravement la crédibilité de la dissuasion française.

De plus, la problématique développée par B. Blair et ses collègues tombe en partie «à plat» dans le cas de la France : contrairement aux États-Unis et à la Russie, la France ne s'est jamais lancée dans une gigantesque course aux armements. Elle a donc mis au point une doctrine dite du faible – la France – au fort – l'Union soviétique –, par laquelle elle menaçait l'URSS de représailles nucléaires en cas d'attaque. Ces représailles étaient «ultimes» en ce qu'elles visaient les grands centres urbains soviétiques : la France n'avait de toute façon pas les moyens de développer un arsenal autorisant une éventuelle «première frappe désarmante», c'est-à-dire menaçant les armes nucléaires de l'Union soviétique. Pour que la dissuasion produise ses effets inhibiteurs, estimait-on, il suffisait d'être en mesure d'opérer une frappe en second, c'est-à-dire postérieure à une attaque soviétique. En vertu de ce principe dit de «suffisance» dans le jargon de la doctrine française, l'arsenal nucléaire national est de pure dissuasion et ne menace pas les armes nucléaires – et donc les capacités dissuasives – des autres puissances nucléaires.

En définitive, les propositions avancées paraissent spécifiquement adaptées aux postures et aux arsenaux des États-Unis et de la Russie ; les puissances nucléaires moyennes, dont la France, ne sont pas véritablement partie prenante à ce débat. Elles pourraient le devenir ultérieurement dans des conditions qui restent à définir.

Étienne de DURAND,
Groupe de sociologie de la défense, EHESS, Paris

La première ogive nucléaire russe détruit la ville de Washington

42 minutes

44 minutes

45 minutes

46 minutes

47 minutes

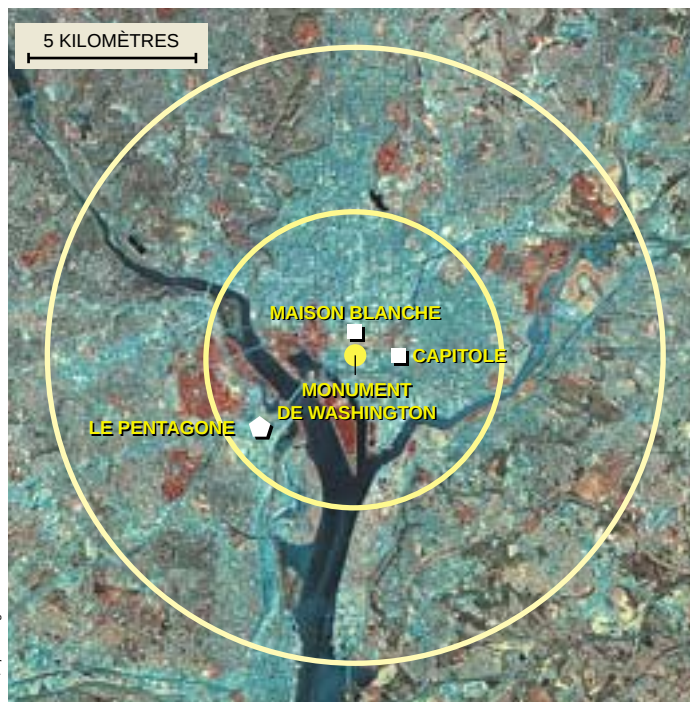
48 minutes

Le gouvernement américain, qui a la plus forte capacité nucléaire et un commandement plus efficace, devrait prendre une nouvelle initiative et proposer de retirer les ogives américaines qui menacent le plus les forces de dissuasion russes (notamment celles qui visent les silos de missiles russes et les postes de commandement souterrains). Les ogives les plus menaçantes sont celles qui équipent les 50 missiles MX placés dans des silos, armés de dix ogives chacun, ainsi que les 400 ogives W-88 de forte puissance qui arment certains des missiles des sous-marins de la classe Trident. Nous recommandons également d'immobiliser tous les missiles Minuteman III basés à terre (soit environ 500 missiles), armés de trois ogives chacun, de diminuer de moitié le nombre de sous-marins

déployés en temps de paix, et de porter de huit à quatre le nombre d'ogives de chacun des missiles de ces sous-marins. Le mode de fonctionnement des sous-marins lanceurs d'engins devrait être également modifié, de manière que les équipages aient besoin d'environ une journée pour préparer les missiles au lancement.

Ces mesures laisseraient près de 600 ogives américaines à l'abri en mer, chacune susceptible de détruire le centre d'une grande ville. Avec de telles forces, les États-Unis préserveraient leur capacité de dissuasion, mais ils montreraient bien qu'ils ne veulent pas attaquer la Russie. La Russie continuerait alors sans doute la désactivation de la plupart de ses missiles, et le désarmement stipulé par les traités START II et III serait accéléré : il pourrait s'achever en moins de deux ans.

Comment vérifier l'application de ces mesures ? On peut surveiller le nombre de sous-marins à quai et prévoir des inspections surprises des sites, conformément à l'accord START I. À plus long terme, on peut chercher de nouveaux moyens techniques pour vérifier fréquemment que les missiles nucléaires ne constituent pas une menace immédiate. Par exemple, des



3. PLUSIEURS CENTAINES DE KILOMÈTRES CARRÉS seraient détruits, autour de Washington, si une ogive nucléaire de 500 kilotonnes explosait au-dessus du Monument de Washington. Le cercle intérieur délimite la zone où la plupart des personnes seraient directement tuées par l'explosion. Le cercle extérieur délimite la surface où les habitants périeraient en raison des incendies dévastateurs provoqués dans les zones construites. Il y aurait des victimes sur une étendue plus vaste encore.

«scellés» électroniques garantiraient qu'un composant enlevé d'un missile n'a pas été remis en place. L'intégrité de ces scellés serait vérifiée à distance par des systèmes de communication codée par satellite.

Le niveau zéro d'alerte globale

Ce plan de désactivation des forces nucléaires américaines et russes, qui réduirait notablement le risque d'une attaque, aurait un double avantage : il éviterait le maintien de missiles prêts à être lancés sur alerte et supprimerait toute raison de les maintenir ainsi. Les chefs d'État seraient contraints d'attendre la confirmation d'une attaque avant de décider d'une riposte, ce qui réduirait beaucoup le risque d'un lancement accidentel ou non autorisé.

Les dirigeants militaires russes et américains insisteront sans doute pour garder une partie de leur arsenal en état d'alerte maximale, quelques centaines d'ogives chacun, jusqu'à ce que les autres puissances nucléaires – la France, la Grande-Bretagne et la Chine – adoptent des mesures semblables. Cependant, si les États-Unis et la Russie

aspirent à des normes de sécurité stricte pour leurs armes nucléaires, ils devraient s'empresse de retirer toutes leurs forces nucléaires de l'état d'alerte et de prendre ensuite des mesures supplémentaires pour augmenter le temps nécessaire à la réactivation de ces armes.

L'objectif ultime serait de séparer la plupart, sinon toutes les ogives nucléaires de leurs missiles, puis, à terme, d'éliminer la majorité des ogives et des missiles en stock. Un programme aussi vaste nécessite le renforcement des moyens de vérification : chaque puissance nucléaire doit pouvoir repérer si un autre pays est en train de préparer ses missiles nucléaires pour un lancement rapide.

Ceux dont l'inquiétude majeure demeure une attaque surprise rechigneront naturellement à s'engager dans un tel programme global de désarmement nucléaire. La conception des procédures exactes de désactivation nucléaire doit tenir compte de cette crainte pour que l'on supprime le risque le plus immédiat : le lancement accidentel ou non autorisé de missiles nucléaires.

Bruce BLAIR est conseiller stratégique à l'Institut Brookings, à Washington. Harold FEIVESON, professeur à l'Université Princeton, a travaillé à l'Agence américaine pour le contrôle des armements et le désarmement. Franck von HIPPEL, également professeur à l'Université Princeton, a été, en 1994, directeur adjoint de la sécurité militaire américaine.

Bruce G. BLAIR, *The Logic of Accidental Nuclear War*, Brookings Institution, 1993.

Bruce G. BLAIR, *Global Zero Alert for Nuclear Forces*, Brookings Institution, 1995.

Lucien POIRIER et Gérard CHALIAND, *Le chantier stratégique*, Hachette-Pluriel, 1997.

The Future of U.S. Nuclear Weapons Policy, National Academy of Sciences, National Academy Press, 1997.